

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(Commun à tous les lots)**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur :**

**CPAM DE LA DRÔME  
6 AVENUE DU PRÉSIDENT EDOUARD HERRIOT  
26000 VALENCE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
Marché n° 2025-001**

**établi en application du Code de la commande publique du CCAG Fournitures  
courantes et services, relatif à :**

---

**L'entretien et la maintenance des systèmes de chauffage/ventilation/climatisation et  
traitement de l'air de la CPAM de la Drôme (3 lots)**

---

**Consultation pour demande de présentation d'une offre en application de l'article  
R2122-8 du Code de la Commande Publique.**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

1. - Objet du marché
2. - Décomposition du marché
  - 2.1. - Allotissement
  - 2.2. - Forme du marché
3. - Généralités
  - 3.1. - Pièces contractuelles
  - 3.2. - Protection de la main d'œuvre
  - 3.3. - Réparation des dommages
  - 3.4. - Assurances
  - 3.5. – Confidentialité et sécurité
4. - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations
  - 4.1. - Durée des contrats
  - 4.2. – Conditions d'exécution
5. - Prix et règlement
  - 5.1. - Contenu des prix
  - 5.2. - Variation des prix
  - 5.3. - Modalités de règlement
    - 5.3.1 – Présentation des demandes de paiement
    - 5.3.2 - Intérêts Moratoires
  - 5.4. - Périodicité des paiements
  - 5.5. - Avance
  - 5.6. - Pénalités de retard
  - 5.7 – Pénalité pour indisponibilité
6. - Conditions d'exécution des prestations
  - 6.1. - Lieux d'exécution
7. - Constatation de l'exécution et garantie
  - 7.1. - Vérifications
  - 7.2. - Admission
8. - Résiliation
9. - Litiges et différends
10. – Clause de réexamen
11. - Dérogations aux documents généraux

## **Article 1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Entretien et maintenance des systèmes de chauffage/ventilation/climatisation et traitement de l'air de la CPAM de la Drôme.

## **Article 2 - Décomposition du marché**

### **2-1-Allotissement**

Les prestations font l'objet de 3 lots :

- |          |  |
|----------|--|
| Lot n° 1 | Maintenance-entretien du système CVC et installations indépendantes du site du siège social de Valence |
| Lot n° 2 | Maintenance-entretien du système de chauffage par chaudière gaz du site du siège social de Valence     |
| Lot n° 3 | Maintenance-entretien des systèmes CVC des sites de Romans sur Isère et Montélimar                     |

### **2-2-Forme du contrat**

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire avec des prix forfaitaires et unitaires.

## **Article 3 - Généralités**

### **3-1-Pièces contractuelles**

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- les actes d'engagement des lots n°1, 2, et 3 ainsi que leurs annexes éventuelles complétés ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les bordereaux des prix unitaires complétés des lots n°1, 2 et 3 pour les prestations hors forfait
- l'offre technique et financière du titulaire.

### **3-2-Protection de la main d'œuvre**

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG FCS. En application dudit article le titulaire fournira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Par ailleurs, le titulaire du marché fournira spontanément, six mois après la notification du marché, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Faute de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du marché, selon les modalités des articles 32 et suivants du CCAG FCS.

### **3-3-Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

L'entreprise est également responsable du matériel et des matériaux qu'elle a déposés soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'organisme.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

### **3-4-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir Adjudicateur.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-5 Confidentialité et sécurité**

#### a) Obligation de confidentialité

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire ainsi que son personnel sont amenés à intervenir dans les locaux de la CPAM de l'Isère.

A ce titre, le titulaire et son personnel pourraient, dans le cadre de l'exécution de leur prestation, être amenés à prendre connaissance de données à caractère confidentiel et ce de quelque manière que ce soit.

Il est précisé qu'une information confidentielle s'entend de toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrit, note, copie, rapport, enveloppe, document, fichier informatique, etc.) dont pourrait prendre connaissance le titulaire ou son personnel à l'occasion de l'exécution de la prestation.

Dans la mesure où le titulaire intervient sur les mêmes équipements que le personnel de la CPAM et qu'il est difficile d'identifier toutes les informations qui sont ou non confidentielles, toutes les informations auxquelles le titulaire peut avoir accès sont considérées comme confidentielles.

Il est rappelé que la CPAM de l'Isère détient des informations dont elle est garante et qui ont un caractère confidentiel.

La divulgation du contenu de ces informations est susceptible de nuire aux intérêts de la CPAM et à ceux d'autres personnes. Elle est également de nature à engager la responsabilité de la CPAM qui est elle-même tenue à la confidentialité des informations qui lui ont été communiquées.

Le titulaire s'engage ainsi à ne pas communiquer et à ne pas divulguer ni en interne, ni à l'extérieur, les informations confidentielles dont il aura pu prendre connaissance de quelque manière que ce soit, dans le cadre de l'exécution de ses prestations. Le titulaire informe son personnel de la confidentialité qui s'impose à lui. Il veille à ce qu'elle soit strictement respectée. Il informe, sans délai, la CPAM si l'un de ces personnels a eu accès à une information confidentielle.

Il est rappelé ici que l'article L226-13 du code pénal prévoit que « la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. »

En cas de non-respect de cette clause de confidentialité, et outre les poursuites pénales auxquelles s'exposent le titulaire et son personnel, le marché du titulaire pourra également être résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable, s'agissant d'une faute irréversible.

#### b) Sécurité

Le prestataire se soumet aux modalités d'accès de la CPAM de la Drôme.

En outre, tout intervenant devra justifier de son appartenance à la société pour le compte de laquelle il intervient.

## **Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations**

### **4-1-Durées des contrats**

#### **- Pour les trois lots :**

La durée du marché est fixée à une année à compter du 01/07/2025.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans (48 mois).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du contrat. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction

Pour les prestations hors forfait, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

### **4.2 – Conditions d'exécution**

Le titulaire se référera aux délais et prestations imposés au sein des deux cahiers des clauses techniques particulières.

## **Article 5 - Prix et règlement**

### **5-1-Contenu des prix**

**Pour la maintenance préventive et corrective les prix du marché sont traités à prix forfaitaires**, sur la base des montants indiqués au sein des actes d'engagement.

**Pour les prestations complémentaires hors forfait les prix du marché sont traités à prix unitaires**, sur la base des montants figurant au sein des bordereaux de prix unitaires (BPU) et des devis du prestataire notamment au niveau des pièces à remplacer le cas échéant.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

## 5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché, d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
  - Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
  - Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **ICHT-IME « Industries mécaniques et électriques – Coût horaire du travail »**.

## 5-3-Modalités de règlement

**Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.**

### 5-3-1-Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme dématérialisée Chorus Pro.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du

destinataire de la facture. (Cf. ci-dessous).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N°SIRET de la CPAM de la Drôme : 775 573 389 00019

### **5-3-2 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### **5-4-Périodicité des paiements**

#### **Pour les paiements forfaitaires liés aux visites préventives et aux interventions correctives :**

**50%** du montant annuel du forfait indiqué à l'acte d'engagement **tous les 6 mois à compter de la date de début du marché.**

#### **Pour les paiements unitaires liés aux prestations « Hors forfait » :**

**Les paiements des factures non comprises dans le forfait** et relevant du bordereau de prix unitaires seront réalisés après service fait, sur présentation des factures après émission d'un bon de commande correspondant.

### **5-5-Avance**

Il ne sera pas alloué d'avance.

### **5-6-Pénalités de retard**

Pour tout retard ou dépassement de délai, le titulaire encourt, **sans mise en demeure préalable** des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

En cas de retard dans l'intervention du titulaire dans le cadre d'une maintenance corrective, le titulaire encourt une pénalité à hauteur de **48 euros HT** par heure de retard.

En cas de retard pour une visite annuelle et/ou dans la mise en marche des équipements, le titulaire encourt une pénalité à hauteur de **100 euros HT** par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **5-7- Pénalités pour indisponibilité**

Conformément à l'article 14.2 du CCAG FCS, un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.



## **Article 6 - Conditions d'exécution des prestations**

### **6-1-Lieux d'exécution**

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

**Lot n°1 et 2      Site de Valence siège social :** 6 avenue Edouard Herriot 26000 VALENCE

**Lot n° 3            Site de Romans :** 24 Côte des Cordeliers 26100 ROMANS SUR ISERE  
**Site de Montélimar :** 1 Place de l'Europe 26200 MONTE LIMAR

## **Article 7 - Constatation de l'exécution**

### **7-1-Vérifications**

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

### **7-2-Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS.

## **Article 8 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

## **Article 9 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **Article 10 – Clause de réexamen**

Le parc immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Drôme sera amené à évoluer en 2026 de la façon suivante :

Suppression du contrat :

- Site de Montélimar au 1 Place de l'Europe

Ajout au contrat :

- Site de Montélimar au 2 Place de l'Europe

A compter de la prise en location du site évoqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur adressera un avenant au titulaire afin de procéder à la modification du montant et des pièces financières du marché (cet ajout se fera sur le lot n°3).

Le titulaire est réputé accepter les futures modifications à la signature du présent marché.

## **Article 11 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 5.6. du CCAP  
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 5.6. du CCAP